

Comment vont-ils tenir ?

Quatre jours après sa prestation de serment, le gouvernement Michel est déjà dans la tourmente. Les sorties de la N-VA ont enflammé l'opposition.

La rentrée à la Chambre, mardi après-midi, était la première véritable épreuve du feu pour le nouveau Premier ministre. Et l'exercice n'a pas tourné à l'avantage de Charles Michel. La cheffe de groupe PS Laurette Onkelinx a d'emblée enflammé les échanges en exigeant un débat distinct sur le comportement de deux membres N-VA du gouvernement fédéral, le vice-

Premier ministre Jan Jambon et le secrétaire d'Etat Théo Francken à qui l'opposition, essentiellement francophone, reproche une proximité avec l'extrême droite et la collaboration. La déclaration gouvernementale de Charles Michel a été entamée dans un chahut inédit, devant le refus de la majorité d'ouvrir le débat sur ces polémiques. L'opposition francophone, bien décidée à ne rien lais-

ser passer au gouvernement Michel, est parvenue à occulter le message du Premier. La séance de ce mardi a surtout montré l'image d'un Charles Michel secoué par l'opposition et d'un président de la Chambre, Siegfried Bracke, incapable de canaliser les débats.

Un spectacle déplorable qui augure des lendemains difficiles pour le nouveau gouvernement. ■

Le gouvernement Michel déjà en difficulté

- Les sorties de la N-VA secouent la suédoise.
- Charles Michel chahuté comme jamais pour son grand oral à la Chambre.
- Attention danger - déjà.

Ils ont prêté serment depuis quatre jours, et les membres du gouvernement Michel en sont déjà à essayer leur troisième tempête. Après l'affaire Jambon (le vice-Premier N-VA a estimé que les collaborateurs nazis « *avaient leurs raisons* »), le secrétaire d'Etat N-VA Theo Francken a été la cible de critiques, mardi, pour avoir participé à une fête en l'honneur du fondateur du VMO (lire page 4). Et la déclaration gouvernementale de Charles Michel, l'après-midi à la Chambre, a été entamée dans un chahut inédit, devant le refus de la majorité d'ouvrir le débat sur ces polémiques. Une image déplorable.

La question est dès lors posée : le gouvernement est-il déjà fragilisé ? **La N-VA n'aide pas la suédoise.**

La suspicion existe depuis le début des négociations avec le parti séparatiste, côté francophone certainement : la N-VA va-t-elle saboter de l'intérieur le gouvernement Michel et la Maison Belgique ?

Il est trop tôt pour répondre objectivement à cette question. Mais deux éléments factuels sautent aux yeux. Un : les ministres N-VA n'aident guère la nouvelle équipe au pouvoir, et certainement pas son aile francophone, par leurs déclarations ou leurs attitudes. Deux : le tout frais président N-VA de la Chambre, Siegfried Bracke, n'a pas aidé Charles Michel durant le chahut caméral : dépassé par les événements, pas à l'aise dans ses habits présidentiels, il ne s'est pas imposé et n'a pas joué du maillet pour ramener l'ordre et soutenir le Premier. « *Il a laissé hurler l'opposition* », a d'ailleurs estimé le chef de groupe MR Denis Ducarme. Pourtant, nous assure Bracke, « *la N-VA est heureuse au gouvernement car c'est un gouvernement de réformes* ».

Le MR peut-il tenir ?

Il est le seul parti francophone de

la suédoise et prend donc tous les coups au Sud. Pourra-t-il tenir si la N-VA enchaîne les dérapages ? Pour l'heure, les bleus les minimisent. Même si un cacique lâche : « *Quelle bande de crétins ! On ne peut justifier l'injustifiable. Ce sont des fautes politiques graves qu'il faut reconnaître et corriger.* »

Damien Thiery, pourtant ex-FDF, estime lui, qu'« *il faut laisser la chance aux gens de montrer de quoi ils sont capables. Ce n'est parce qu'on va à une fête de collabos qu'on est collabo. On a fait beaucoup moins de foin autrefois quand certains brûlaient ou flambaient de l'argent. Mais si on a la preuve que (Theo Francken) travaille avec des collabos, il faudra se poser les bonnes questions et intervenir. Mais rien à l'heure actuelle ne nécessite l'éviction.* »

Denis Ducarme n'éprouve « *pas du tout de malaise* » non plus : « *Le Belge va juger le gouvernement sur pièces, aux réformes, aux résultats. On essaie de le salir avant qu'il n'ait fait ses premiers pas.* »

Le Premier ministre est-il affaibli ?

L'image est terrible. A 14h43,

Charles Michel monte à la tribune, sous les quolibets de l'opposition. Pendant trois longues minutes, il est impuissant : il ne peut prononcer un mot. Le chahut est trop assourdissant. Malgré son appel au « respect mutuel », il est inaudible. Et ne peut qu'attendre. Que cela passe. Grand moment de solitude...

Quand enfin il se lance, on ne comprend pas ses premiers mots. Puis, peu à peu, le calme revient. Et le nouveau Premier peut enfin défendre son accord. Sous l'ironie de l'opposition, quand il assure « je veux un gouvernement qui rassemble, pas un gouvernement qui divise ». Ou que son « gouvernement est celui du courage et de la responsabilité » – seul moment où sa majorité l'applaudit, si ce n'est, debout, à la fin de l'allocution.

Dans les travées du Parlement, certains remettent déjà son autorité en cause. Comme le président du FDF Olivier Maingain : « La N-VA ne fait rien au hasard. Le Premier ministre doit donner l'exemple par la sanction, mais il n'a pas l'autorité pour rappeler à l'ordre des gaillards au tel passé. »

Catherine Fonck, chef de groupe CDH, pointe « le silence assourdissant du Premier ministre ». Et son président de parti, Benoît Lutgen, demande à Michel de « sauver son honneur plutôt que son gouvernement ». Des MR, eux, espèrent et annoncent des « clarifications ».

Au MR, le mot d'ordre est manifestement de renvoyer la faute sur l'opposition

À BelRTL le matin et sur la Une le soir – mais pas au Parlement... – Charles Michel tente de reprendre la main : « La collaboration est injustifiable. Je la condamne totalement. » « J'ai eu un entretien avec Jan Jambon et une clarification est intervenue : il a dit que la collaboration est une faute. Et j'ai eu un entretien avec Theo Francken, qui m'a assuré de son soutien total aux valeurs fondamentales et que la collaboration doit être condamnée. Dans mon gouvernement, il ne peut y avoir la moindre ambiguïté. J'ai appelé l'ensemble des ministres à faire preuve de prudence. »

Mais il ne réclame aucune démission « à partir du moment où ils m'ont assuré que la collaboration est inacceptable ». Et si cela se reproduisait ? « Je ne peux tolérer que cela se reproduise. »

Le gouvernement est-il en sursis ?

Fragilisée, la suédoise ? Les quatre partis nient. Au MR, le mot d'ordre est manifestement de renvoyer la faute sur l'opposition. Denis Ducarme : « C'est l'opposition qui a bousculé un moment fondamental de la politique belge et l'a pollué par des éléments d'actualité pour brouiller notre message. Cela manque de dignité. L'important, c'est que les Belges comprennent notre programme et où nous allons. » Jacqueline Galant : « L'attitude de l'opposition est déplacée. »

Marie-Christine Marghem : « Ce sont de petits couacs de départ » ; Theo Francken a « participé à une fête tout à fait banale ».

Le CD&V fait bloc aussi. Pour le président Wouter Beke, « l'important, c'est la déclaration gouvernementale et le débat sur le contenu ». Pour lui, le gouvernement bien parti. Mais il refuse tout commentaire sur Francken ou Jambon. Kris Peeters se montre « très positif » pour l'allocution de Michel. Fragilisé, le gouvernement ? « Non. Les gens distinguent l'essentiel de l'accessoire. On a cinq ans pour convaincre que notre gouvernement est stable et notre accord très fort. » Le N-VA Bracke ne juge pas davantage le gouvernement fragilisé. Et Alexander De Croo (VLD) pointe aussi « l'enfantillage de l'opposition, indigne en démocratie. »

Le politologue Pascal Delwit (ULB) est moins tendre : « Oui, le gouvernement est fragilisé, certainement dans son rôle linguistique francophone. L'interview de Jan Jambon est problématique dans certaines parties, car elle ne permet pas à Charles Michel de dire qu'il n'y a pas d'institutionnel, que la N-VA a changé et qu'on est dans une forme d'apaisement. Cela n'aide pas le gouvernement. Le Premier ministre et le MR sont dans une situation difficile. » Le gouvernement va-t-il tenir ? « Ce sera très difficile de tenir cinq ans. Je suis sceptique à cause du rôle des entités fédérées et du MR, seul parti francophone. » ■

MARTINE DUBUISSON

opposition L'assaut à la Chambre, acte I d'une campagne implacable

À 16 heures, nous hélons Marcel Cheron : « En un mot ? » L'Ecolo : « La chienlit ! » Le désordre. Rapport à De Gaulle et la révolte de 1968. Le trait d'ironie ne dure qu'un temps, rattrapé par la réalité sous les yeux de tous, celle d'un affrontement sans merci, qui annonce une législature sous la foudre, peut-être une législature éclair. Grave.

Quelle séance de rentrée parlementaire ! Quelle mêlée ! A tout seigneur... A 14 heures, Raoul Hedebouw, leader du PTB, député fédéral, se fond dans une nuée de micros et de caméras, réclame la démission de Théo Francken, mi-

nistre N-VA. Et pour cause : après que, lundi, dans une interview à la Libre, Jan Jambon, vice-Premier N-VA, a minimisé sa participation jadis à une réunion d'extrême droite ainsi que la portée de la collaboration avec l'occupant nazi, ça repart mardi matin, sur le site du PTB cette fois, qui diffuse l'information ayant trait à la présence de Theo Francken, ministre fédéral, et Ben Weyts, ministre flamand, à l'anniversaire de Bob Maes, l'un des fondateurs du VMO. Le feu aux poudres.

À la Chambre, Raoul Hedebouw communique tant et plus. Mais c'est l'opposition tout entière qui rue. Pas encore lancée, la suédoise

est à genoux. A deux pas, Olivier Maingain : « Les chantres de l'incivisme au cœur du gouvernement et de l'Etat ! » Il se tourne vers Damien Thiéry, passé du FDF au MR avant le 25 mai : « Alors, ça va avec tes nouveaux amis ? » Le président du FDF renchérit : « Charles Michel ne peut pas rester sans réagir, mais Bart De Wever est sans doute le vrai Premier ministre de ce gouvernement... » Pour le CDH, Catherine Fonck appelle elle aussi Charles Michel à « réagir sans délai, il doit se réveiller, sauf à cautionner des comportements ignobles, inacceptables. » Karin Temmerman, SPA : « C'est la responsabilité de tout le gouverne-

ment qui est engagée. »

14 heures, un peu plus. Assaillis par les journalistes, Elio Di Rupo et Benoît Lutgen sont au diapason. La machine de l'opposition est huilée. Haro ! Elio Di Rupo, un peu dans le ton du Premier ministre sortant : « Voir des partenaires se comporter comme ils le font alors que le gouvernement n'a même pas encore obtenu la confiance ! Ils bafouent l'esprit démocratique. » Au nom des centristes-humanistes, Benoît Lutgen ajuste : « Le Premier ministre doit sauver son honneur plutôt que chercher, comme il le fait, à sauver sa peau ! »

La machine de l'opposition est huilée, disions-nous ? On le vérifie quelques minutes plus tard, en séance plénière, quand, après la désignation du nouveau bureau de la chambre, et celle de Sigfried Bracke, N-VA, au perchoir, Laurette Onkelinx, cheffe de groupe PS, brave le mal de dos qui la tenaille depuis dimanche, intervient pour exiger avant le discours de rentrée du Premier ministre, un échange à part entière sur le comportement et les déclarations de Jan Jambon et Theo Francken : « Si nous voulons avoir un débat serein, peut-être devons-nous évaluer le débat sur la responsabilité

des deux ministres... » Karin Temmerman, Kristof Calvo, les chefs de groupe SPA et des verts, enchaînent. Catherine Fonck aussi, pour le CDH.

Sur les bancs du gouvernement, Charles Michel fulmine sous le vernis du « Seize », il échange quelques mots avec Kris Peeters, peut-être est-il désemparé, on le serait à moins. Il réplique cependant : on s'expliquera après que son gouvernement aura obtenu la « confiance ». La procédure parlementaire veut cela. Socialistes, écologistes, centristes-humanistes, FDF, contestent, protestent. Bronca !

On se lève, on hurle, on somme le président de la Chambre de « faire respecter les règles démocratiques, à commencer par les droits de l'opposition parlementaire ». Sigfried Bracke peine à rassembler ses esprits – son prédécesseur, Patrick Dewael (VLD), prenant la parole dans le tumulte, lui assénera une vraie petite leçon de procédure –, il cale, surtout il laisse Charles Michel monter à la tribune sous les lazzis et les huées, il n'intervient pas... Le Premier ministre est seul au milieu du chaos. Il prononce tant bien que mal sa déclara-

tion de politique générale. Monocorde. Harassé. Ils ont abîmé son entrée en matière. Ils : l'opposition ? Ils : Theo Francken, Ben Weyts, Jan Jambon. Coup de grâce : Kristof Calvo exige du gouvernement qu'il produise son épure budgétaire dûment chiffrée : « C'est le règlement, et vous n'avez rien communiqué, comment voulez-vous que nous puissions travailler dans ces conditions ? » Là encore, verts, socialistes, centristes-humanistes francophones montent au front comme un seul homme.

Dans les couloirs, Ahmed Laaouej (PS) parle d'un « déni de démocratie ». Il ajoute : « La collaboration avec l'occupant nazi n'est pas une erreur, ni une faute, c'est un crime. » Jean-Marc Delizée voit « Francken, Jambon et les autres N-VA occuper dangereusement l'appareil d'Etat ». Olivier Maingain ponctue : « Charles Michel a fui ses responsabilités, c'est extrêmement grave. » Tous veulent voir les ministres N-VA « démissionner ». Ce qui ferait chuter un gouvernement qui... réclamera la confiance jeudi à la Chambre. Kamikaze ! ■

DAVID COPPI

PREMIER MINISTRE

Une déclaration sans surprise

Le chahut qui l'a précédé, interrompu et suivi, a occulté l'intervention de Charles Michel. Le Premier ministre, que l'on imagine freiné dans son enthousiasme, a tenté de faire bonne figure. Mais la lecture de son texte manquait cruellement de relief. Tant sur la forme que sur le fond. Dans le style, Charles Michel assure dans les deux langues, mais on cherche en vain le souffle mobilisateur. Quant au contenu, il n'a rien appris aux parlementaires, qui n'ait déjà été écrit. Tout

au plus le Premier ministre a-t-il mis en évidence quelques-uns des accents qu'il entend imprimer à son mandat. A savoir, comme pour parer à nouveau la critique, la pause institutionnelle, pour toute la législature (mais pas au-delà) : la coalition exécutera la réforme de l'Etat, point à la ligne. Au passage, la main est tendue vers les entités fédérées, pas question de se bloquer mutuellement, entre majorités asymétriques. Elle l'est aussi vers les partenaires sociaux. C'est la deuxième priorité affichée du gouvernement, répétée

comme un refrain, le respect de la concertation sociale, l'implication des partenaires sociaux dans les grandes réformes, en matière d'emploi ou de pension. Troisième engagement fort : la promesse que la pression fiscale et parafiscale n'augmentera pas, et que les charges sur le travail seront réduites. La suite consistera en une énumération des points forts de l'accord de gouvernement. Et une conclusion, en décalage avec le tumulte de la Chambre : « Notre gouvernement est celui de la responsabilité et du courage. Je veux un gouvernement rassembleur et digne. »

V.L.A.

PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

**Sigfried Bracke :
« Bob Maes ?
Un vieux monsieur
de 90 ans... »**

Vous avez refusé la demande de l'opposition, qui voulait un débat, en tout cas des explications émanant du gouvernement, sur les comportements de Theo Francken et de Jan Jambon.

Car nous n'aurions pas eu droit à un débat mais à des cris.

Vous avez eu les cris, par votre refus...

Je dis que ce n'est pas acceptable. Je respecte l'opposition, et les prises de position radicales, dures s'il le faut, mais ici, on a vu tout simplement une tentative de bousculer le gouvernement. On ne pouvait pas organiser un tel débat avant même que le gouvernement eût reçu la « confiance » au parlement. Ce n'est pas logique.

Theo Francken s'est rendu, avec Ben Weyts, à l'anniver-

saire d'un collaborateur, Bob Maes, figure du VMO...

Un vieux monsieur de 90 ans, qui fut sénateur Volksunie, et tout cela a eu lieu lors d'une réception à Zaventem en présence du bourgmestre, VLD quant à lui, qui a remis un prix à Bob Maes... Chacun a son histoire, mais à un moment donné, il faut que cela se termine, un peu tourner la page si vous voulez.

Bob Maes mérite la sympathie ?

Oui.

Vous comprenez l'émoi côté francophone ?

Non, il a commis des erreurs, payé pour cela, mais, comme je l'ai dit, un moment, il faut que cela se termine. Et il a résisté aux sirènes du Vlaams Belang.

Il y a un problème N-VA ?

Non.

D.CI ET MA.D.

CHEFFE DE GROUPE PS

**Laurette Onkelinx :
« Charles Michel****s'est tu, c'est un vrai
problème politique »**

Vous avez réclamé un débat sur les cas Francken et Jambon, cela vous a été refusé, c'était prévisible, non ?

Il aurait été plus intelligent d'accepter cette demande de l'opposition, ce qui aurait permis d'avoir un débat, en tout cas de voir les ministres N-VA s'expliquer tout simplement, voire le Premier ministre à leur égard. Mais non... On a refusé de nous écouter, de faire valoir notre droit à réclamer cet échange avant le discours de politique générale, la déclaration de politique générale, qui a été « gâchée » au passage.

Vous réclamez la démission des ministres N-VA incriminés. Vous maintenez ?

Oui. Pour ce qui me concerne, je n'aurais jamais participé à un gouvernement avec des personnes qui acceptent la collaboration avec les nazis, laquelle n'est pas une erreur,

une faute, mais un crime. Charles Michel devait s'exprimer à l'égard des ministres N-VA en cause. Il s'est tu. Donc ?

Je ne mets pas en doute ses propres convictions démocratiques et vis-à-vis de la collaboration, mais son attitude pose un vrai problème politique.

Et maintenant ?

Les ministres fédéraux, dont les ministres N-VA, seront auditionnés en commission parlementaire dans les prochaines semaines, nous ne lâcherons rien.

D.CI

l'histoire Une fête d'anniversaire polémique

C'est une petite fête dont le Premier ministre, Charles Michel, se serait sans doute bien passée.

Ce week-end, son secrétaire d'Etat chargé de l'Asile et des Migrations, Theo Francken, a assisté au nonantième anniversaire de Bob Maes, un ancien collaborateur condamné après la Seconde Guerre mondiale.

C'est le parti d'extrême gauche PTB, l'une des forces d'opposition au Parlement fédéral qui a levé le lièvre, « *via des réseaux antifascistes flamands* » joignant à son accusation une photo, que l'on verra ci-contre, de la cérémonie. Le ministre flamand de la Mobilité, Ben Weyts (en avant-plan) était également de la fête.

Bob Maes a été incarcéré pour collaboration avec les Allemands durant un an, après la guerre, et a été déchu de ses droits politiques pour 20 ans. Plus tard, il a été sénateur de la Volksunie entre 1971 et 1985, et a aussi été conseiller communal à Zaventem, de 1972 à 1986.

Les appels à la démission du secrétaire d'Etat ont fusé en provenance de l'opposition tout l'après-midi, d'abord par voie de communiqués, puis dans l'enceinte du Parlement.

Mas des éléments tendant à atténuer la portée de l'événement ont aussi été diffusés.

Theo Francken a réagi, affirmant que l'événement était une fête officielle de la commune de Zaventem. « *Et le bourgmestre*

de Zaventem, du parti VLD, était présent », ajoute Theo Francken. Qui tranche en jugeant la polémique déplacée. « *Il s'agit d'une chasse aux sorcières contre une personne de 90 ans.* »

Theo Francken a rappelé que Bob Maes a été sénateur de la Volksunie. « *A l'époque, il a également été président de commission au Sénat. Il a aussi été membre du conseil communal de Zaventem. Il était d'abord membre de la Volksunie avant de rejoindre la N-VA. A l'intérieur et à l'extérieur du nationalisme flamand, Bob est très respecté pour son engagement et son combat démocratique pour l'émancipation flamande.* »

Theo Francken s'en est enfin

pris au PTB, et au PVDA, son pendant flamand. « *Le PTB me semble désespéré pour manquer à ce point d'arguments.* »

Une fête organisée par la N-VA

Des propos qui ont fait bondir le bourgmestre de Zaventem, Francis Vermeiren (VLD). « *Que les choses soient claires, il ne s'agissait en aucun cas d'une cérémonie officielle. L'événement a été organisé par la section locale de la N-VA. C'est donc une initiative privée.* »

Le bourgmestre de Zaventem concède toutefois y avoir été présent. « *J'y suis passé dix secondes, parce que Bob Maes a été longtemps conseiller communal. L'événement s'est ensuite poursuivi dans la salle du conseil de la maison communale qui peut être louée par des associations. Je suis passé par poli-*

tesse, pour saluer Bob Maes. A ce moment, il n'y avait encore aucun ministre présent. Je suis aujourd'hui très surpris d'apprendre que Theo Francken et Ben Weyts s'y trouvaient aussi. »

Ben Weyts a également réagi, assumant parfaitement sa présence. « *Oui, j'y étais. Et avec plaisir, même. Bob est un nationaliste flamand très méritant, très idéaliste et démocrate. C'est un hommage à un homme aimable de 90 ans, ancien sénateur Volksunie et père d'une députée flamande.* » Ben Weyts a lui aussi renvoyé la balle à l'opposition d'extrême gauche. « *Elle est à ce point désespérée qu'elle fait de telles imbécillités une polémique politique ?* »

En fin de journée, le président de la Chambre, Sigfried Bracke, est venu lui aussi défendre les

deux mandataires du parti nationaliste présents à l'anniversaire. Il ne condamne pas cette participation. « *C'était un anniversaire. Tout le monde était là. Le bourgmestre de Zaventem aussi, et il a remis lui-même une distinction à Bob Maes.* » . .

Sur la RTBF, à la question de savoir s'il comprenait les réactions offusquées côté francophone, Sigfried Bracke a répondu. « *Non. Oui. Il a commis des erreurs et il a payé pour cela. Mais il y a un moment dans l'histoire où cela se termine. Il a été sénateur et il a opté pour la Volksunie, un parti démocratique. Et malgré les nombreuses pressions, il a résisté à l'extrême droite. Il est donc OK. Il ne pose pas de problèmes à la N-VA. Sa fille est d'ailleurs une élue de la N-VA, et je la respecte aussi.* » ■

BERNARD DEMONTY

le portrait « Très à droite, mais pas fasciste »

L'engagement de Bob Maes remonte à 1943. A 19 ans, il s'affilie au Nationaal-Socialistische Jeugd Vlaanderen (la Jeunesse Nationale-socialiste de Flandre) et au Vlaamsch Nationaal Verbond (VNV), le parti collaborationniste fondé en 1933 par Staf De Clercq. A la Libération, il passera un an en prison et sera déchu de ses droits civils et politiques pour une durée de vingt ans.

En 1949, Maes fonde le Vlaamse Militanten Organisatie, qui réclame l'amnistie pour les criminels de guerre et la création d'une Flandre indépendante. Au fil des ans, le VMO se fixera également pour mission de défendre « physiquement » les nationalistes flamands, se muant en organisation paramilitaire.

En juin 1971, à la suite de la condamnation de membres du VMO impliqués dans la mort du militant FDF Jacques Georgin (en septembre 1970), Bob Maes dissout l'organisation. Elle renaîtra de ses cendres un peu plus tard, sans son fondateur, en modifiant légèrement son nom en Vlaamse Militanten Orde – qui sera condamné en tant que milice privée par la Cour d'appel de Gand en 1983, et mis hors la loi.

L'année de la dissolution du VMO « canal

historique », Bob Maes est élu sénateur Volksunie (VU) de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Il siègera à la chambre haute de 1971 à 1985, se signalant par des positions nationalistes très fermes – notamment contre les accords d'Egmont, pourtant signés par son parti en 1977 – mais sans dérapages d'extrême droite avérés. Un de ses anciens camarades de parti, plutôt progressiste pour sa part, nous le confirme : « *Bob était un type dur, très à droite ; je me suis souvent disputé avec lui, mais on ne peut pas dire que c'était un fasciste.* »

En 1978, il fut approché par le Vlaamse Volkspartij, de Lode Claes, et par le Vlaams-Nationale Partij, de Karel Dillen : deux dissidences de la Volksunie qui finiront par fusionner pour devenir le Vlaams Blok. Maes restera à la VU jusqu'à son implosion, en 2001, dans la foulée des accords de Saint-Polycarpe. Avec l'aile droite de la défunte VU, il intégrera alors la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA).

Signalons que la fille de Bob Maes, Lieve Maes, est sénatrice et députée régionale flamande N-VA. ■

W. B.

LE MOT DE TRAVERS**Jan jambon et la collaboration**

L'opposition attendait Jan Jambon au tournant. Il est de notoriété publique qu'il a assisté en 2001, au cinquantième anniversaire du Sint Maartensfonds, une association fondée par des anciens combattants du front de l'Est. Le nouveau ministre a déclenché la première polémique du gouvernement Michel en déclarant à la

Libre lundi : « Les gens qui ont collaboré avec les Allemands avaient leurs raisons. Moi, je ne vivais pas à cette époque-là. » Très vite, la polémique a monté, au point que Charles Michel s'est entretenu avec Jan Jambon, et lui a demandé de clarifier ses propos. Le ministre de l'Intérieur a alors défié quiconque de trouver un propos de sa part justifiant la collaboration. Il l'a condamnée et a dénoncé dans le même temps « l'exploitation malhonnête de ses propos ».

B.DY

LE GESTE DÉPLACÉ**L'homme à la Porsche devient chef de cab**

Une autre polémique, plus discrète il est vrai, agite le monde politique. Tout a commencé à l'aube suivant la nuit de négociations sur les portefeuilles ministériels, jeudi dernier. Bart De Wever est monté dans une Porsche. Le conducteur, Joy Donné, présenté alors comme un

ami du président de la N-VA, fait le tour de son véhicule, aperçoit une contravention sur son pare-brise, et la jette par terre avec nonchalance, sous l'œil des caméras. L'histoire ne s'arrête pas là. On a en effet appris ce mardi que Joy Donné allait devenir le chef de cabinet de Jan Jambon. L'opposition s'insurge. La N-VA assume. « Il s'agit quand même de ses capacités et de ce qu'il peut apporter en termes de contenu. »

B.DY

DES MANDATAIRES AU PASSÉ POLÉMIQUE**Hektor De Bruyne**

Hektor De Bruyne fut journaliste dans la presse collaborationniste durant la guerre. Il écrivait dans le journal *Volk en Staat* de la VNV. Après la guerre, il se réfugia en France, où il fut interné. Il fut condamné à dix ans de détention, ramenés à sept en appel. En 1948, il fut libéré pour raisons de santé et poursuivit une carrière de journaliste économique. En 1971, il fut élu sénateur d'Anvers sous la bannière de la Volksunie. Il le restera jusqu'en 1985, avec une interruption de 1977 à 1979 lorsqu'il fut désigné ministre du Commerce extérieur sous les gouvernements Tindemans (PS et PSC dans la coalition) et Vanden Boeynants.

Joseph Custers

Joseph Custers fut désigné en 1943 comme commissaire-général à la Reconstruction. Membre du VNV, il fut arrêté à la Libération. Il devint sénateur provincial du Limbourg jusqu'en 1968, année où il fut coopté sénateur. En 1961, il fut ministre de la Santé et de la Famille, jusqu'en 1965.

Victor Leemans

Victor Leemans, président en

1936 du syndicat nationaliste Arbeidsorde lié au VNV et à Rex-Vladeren fut nommé sous l'occupant secrétaire-général aux Affaires économiques. Il siégea aussi à la Banque d'Emission, comme administrateur sur désignation de l'occupant. Son cas est soumis à la justice à la Libération. Il est dispensé de poursuites en 1948 et est élu à la Chambre sous les couleurs du PSC-CVP, dont il dirigera le groupe sénatorial jusqu'en 1964. En 1966, il préside à Strasbourg le Parlement européen. Il demeurera sénateur jusqu'à sa mort en 1971.

M.M.

interview « Rien ne justifie de parler de démission ou d'extrême droite »

Catégoriser les partis de droite, mettre des mots sur la légitimité, la respectabilité de certains projets politiques tout en identifiant ceux qui flirtent avec les limites, puis les dépassent. C'est le projet professionnel de Jérôme Jamin, professeur de Sciences politiques à l'Université de Liège.

Avec le comportement de certains de ses membres, la N-VA positionne-t-elle son curseur plus à droite au risque de flirter avec l'extrême ?

Pour répondre, il faut se rappeler que l'extrême droite est bien autre chose qu'un parti dont les leaders auraient quelques propos racistes. Trois critères permettent de l'identifier. Un, la

croyance fondamentale dans l'inégalité ethnique, raciale ou culturelle entre les individus, les peuples ou les nations. Deux : il faut une certaine dose de nationalisme pour protéger les peuples dits supérieurs face aux peuples dits inférieurs. Trois : un tel parti ajoute du radicalisme dans la méthode. Par ailleurs, il faut de la récence dans ces critères.

Et la N-VA là-dedans ?

Si on trouve certainement du nationalisme à outrance à la N-VA, je n'ai pas l'impression qu'elle cultive l'inégalité, même si la place du mérite dans l'idéologie de la N-VA peut, à l'extrême, être interprétée comme telle. Ça reviendrait à dire que derrière le « Wallon

paresseux » se cacherait une sorte de « Wallon inférieur ». Mais c'est de toute façon aller trop loin dans l'analyse car au-delà des trois critères précités, la récence s'impose pour qu'on puisse parler d'extrême droite. Or, si occasionnellement quelqu'un tient un propos contre l'immigration ça ne suffit à en faire un extrême et encore moins à classer son parti dans cette catégorie.

Par contre, ce qui étonne les Wallons, c'est la capacité de la N-VA à mettre le mérite au cœur de son système de pensée. Et si ça nous surprend, c'est parce qu'en Wallonie on a oublié ce qu'était une vraie droite qui considère que tout

se mérite, qu'il faut se battre pour obtenir des biens et des services. Donc pour synthétiser, je dirais que la N-VA est un parti nationaliste, un parti de droite qui s'assume comme tel et un parti extrêmement méritocratique avec, en son sein, des individus qui occasionnellement peuvent avoir des propos sur l'immigration ou l'Islam. Cela étant, la fréquence de ces propos est trop faible pour en tirer la conclusion que ces gens sont d'extrême droite.

Même si en Flandre il y a toujours une ambiguïté entre le mouvement nationaliste flamand et l'extrême droite ?

Ce mouvement a toute sa légitimité mais accueille des radicaux proches de l'extrême droite. Donc, à la N-VA, on tombe forcément un jour ou l'autre sur des gens qui ont participé ou assisté à des événements plus radicaux. J'ai tendance à dire : jugeons leurs actes, ne partons pas d'éléments biographiques ciblés pour généraliser à l'ensemble de

la N-VA. C'est un parti extrêmement diversifié, il est incontestable qu'il y a en son sein des éléments plus radicaux voire xénophobes mais c'est la récurrence et les décisions prises qui nous permettront de dire si ces individus sont passés du nationalisme légitime à l'extrême droite. Pour les deux personnes visées, rien ne justifie à ce stade de parler de démission ou d'extrémisme. Par contre si des enquêtes plus approfondies nous révèlent un comportement récurrent, à ce moment-là leur situation deviendra intenable.

En s'ouvrant aux anciens du Vlaams belang, en sympathisant avec d'anciens du VMO... la N-VA ne flirte-t-elle pas avec le danger ?

C'est une question difficile, il faut éviter les généralisations hâtives tout en se rendant compte que plus les transfuges du Belang pèseront dans les réunions de la N-VA, plus le risque d'y voir fleurir un vrai discours d'extrême droite sera grand.

Le passé collaborationniste influence-t-il le parti aujourd'hui ?

Il y a une ambiguïté sur ce sujet entre la collaboration purement opportuniste (on va du côté de l'occupant parce qu'il est plus fort) et la collaboration

qui tentait de se servir des événements de l'époque pour favoriser l'émancipation flamande et se débarrasser de la tutelle francophone. Il est dès lors facile de dire que si tel individu était collaborateur c'était moins par soutien du nazisme que par envie de défendre la cause flamande. Beaucoup de gens se sont réfugiés derrière la cause nationaliste pour expliquer la collaboration. Dans ce contexte, je ne vois pas comment un parti pourrait être un mouvement de masse en Flandre s'il condamnait fermement toute collaboration sans montrer qu'il comprend un peu l'ambiguïté. ■

**Propos recueillis par
ÉRIC BURGRAFF**